

Mobilisation pour le droit au logement

mardi 18 mai 2021

@cni59-non-commercial

Reprise des expulsions :

MOBILISONS NOUS POUR
LE DROIT AU LOGEMENT !



Le logement et
l'hébergement
ne sont pas des
marchandises

DROIT AU LOGEMENT POUR TOUTES ET TOUS,
AVEC OU SANS PAPIERS

MANIFESTATION REGIONALE

Samedi 29 Mai - 14h30 Grand Place - Lille

Malgré une crise sanitaire sans précédent qui a d'autant plus révélé les inégalités, le gouvernement de monsieur Macron continue « sa chasse aux pauvres ». Après la réforme des retraites, la baisse des APL, la vente de logements sociaux et la baisse de leur subventionnement, la traque à la « fraude au RSA », ce sont aujourd'hui les réformes du chômage et des APL qui viennent fragiliser davantage encore plus les ménages et personnes les plus précaires.

Sous prétexte fallacieux de mieux adapter les droits à la situation actuelle des personnes, ces réformes viennent réduire les ressources de millions de ménages. Et ce alors que depuis l'instauration du confinement il y a un an, beaucoup d'entre-nous ont souffert de la crise : baisse de salaire ou licenciement, assignation à résidence dans des logements

trop petits ou indécents. Résultat : les dettes s'accumulent. Manger, se loger, se soigner, travailler, étudier : tout devient de plus en plus compliqué.

Ce 1er juin, la « trêve hivernale » prend fin dans ce contexte particulièrement inquiétant. En France, 30 000 ménages sont sous la menace d'être expulsés avec intervention de la police. 30 000 familles risquent d'être purement et simplement jetées à la rue...

Alors que les groupes du CAC 40 sont sous perfusion des milliards de l'État, aucun acte ni engagement n'est pris pour protéger les plus précaires... Ce ne sont ni une rallonge du Fonds Solidarité Logement (trop peu accessible aux personnes menacées d'expulsion) ni une circulaire non contraignante (de Marlène Schiappa datée du 28 Avril 2021) soumise au bon vouloir des préfets qui vont changer la donne.

La politique du gouvernement actuel continue de protéger le droit de propriété et de céder au lobbying du marché immobilier !

Nous refusons que le logement soit une marchandise et revendiquons que le logement est un droit fondamental ! Nous demandons les seules réponses dignes et à la hauteur des enjeux sanitaires et économiques : la suspension des expulsions sans relogement et l'inconditionnalité du droit à l'hébergement pour toutes et tous, sans condition de droit au séjour !

A l'initiative de : l'APU Vieux-Lille, l'APU Moulins, l'APU Fives, Indecosa CGT 59, CNL 59 et CSF 62.

Premiers signataires : MRAP Lille, CNT Lille, Collectif solidarité Roms de Lille Métropole, UD CGT 59, Collectif du 27 Mars, Utopia 56 Lille, La France insoumise, Adrien QUATENNENS et Ugo Bernalicis, députés du Nord, Ligue des droits de l'Homme, Collectif le social déchaîné, ...

Lieu : Lille Centre

Grand Place de Lille

Place du Général-de-Gaulle

Lille

Metro Rihour